

AREA DEVELOPMENT ACT

Pursuant to subsection 3(2) of the *Area Development Act*, the Commissioner in Executive Council orders as follows

1. The attached *Ministerial Rezoning Regulation* is made.

Dated at Whitehorse, Yukon, this November 4 2013.

Commissioner of Yukon

LOI SUR L'AMÉNAGEMENT RÉGIONAL

Le commissaire en conseil exécutif, conformément au paragraphe 3(2) de la *Loi sur l'aménagement régional*, décrète :

1. Est établi le *Règlement portant sur le rezonage par voie ministérielle* paraissant en annexe.

Fait à Whitehorse, au Yukon, le 4 novembre 2013.

Commissaire du Yukon

MINISTERIAL REZONING REGULATION

Purpose

1. The purpose of this Regulation is to provide for the making of certain decisions by the Minister in respect of the zoning of properties in development areas.

Interpretation

2. In this Regulation

“approved planning scheme” means

- (a) a Development Area Regulation, or
- (b) a local area plan that the Minister has approved; « *schéma d'aménagement approuvé* »

“Development Area Regulation” means

- (a) a Regulation listed in the Schedule, or
- (b) any other Regulation in which the Commissioner in Executive Council designates a development area; « *règlement sur une région d'aménagement* »

“development officer” means an individual appointed as a development officer under the Act; « *agent de développement* »

“ministerial rezoning” means the rezoning of a zoned property by order of the Minister under subsection 7(1); « *rezonage par voie ministérielle* »

“owner”, of a property, means

- (a) the registered owner of an estate in fee simple in the property,
- (b) if the property is public real property (as defined in the *Yukon Act* (Canada))
 - (i) the Government of Yukon, if the property is under the administration and control of the Commissioner, or
 - (ii) the Government of Canada, in any other case, and

RÈGLEMENT PORTANT SUR LE REZONAGE PAR VOIE MINISTÉRIELLE

Objet

1. L'objet du présent règlement est de permettre au ministre de prendre certaines décisions portant sur le zonage de biens dans une région d'aménagement.

Interprétation

2. Les définitions suivantes s'appliquent au présent règlement :

« agent de développement » S'entend d'une personne nommée à ce titre en application de la loi; « *development officer* »

« bien » S'entend d'un lot ou d'une parcelle de terre ainsi que des bâtiments et toute autre structure sur ce lot ou cette parcelle; « *property* »

« bien zoné » S'entend d'un bien visé par un règlement sur une région d'aménagement; « *zoned property* »

« demande de rezonage » S'entend d'une demande déposée en vertu du paragraphe 3(1); « *requested rezoning* »

« propriétaire » S'entend, pour un bien :

- a) du propriétaire inscrit d'un domaine en fief simple;
- b) lorsque ce dernier est un bien réel domanial, au sens de la *Loi sur le Yukon* (Canada) :
 - (i) soit du gouvernement du Yukon, si le bien est administré et géré par le commissaire,
 - (ii) soit du gouvernement du Canada dans les autres cas;
- c) d'une Première nation, si le bien est une terre désignée de cette Première nation; « *owner* »

« règlement sur une région d'aménagement » S'entend :

- a) soit d'un règlement énuméré à l'annexe;
- b) soit d'un règlement dans lequel une région

(c) if the property is settlement land of a First Nation, the First Nation; « *propriétaire* »

“property” means a lot or parcel of land, together with any building or other structure on the lot or parcel; « *bien* »

“requested rezoning” means a rezoning requested in an application under subsection 3(1); « *demande de rezonage* »

“rezoning”, in respect of a zoned property, means

(a) reclassifying the zoned property from one zone under the applicable Development Area Regulation to another, or

(b) waiving or modifying a requirement or constraint that is part of the zoning of the zoned property under the applicable Development Area Regulation or under a ministerial rezoning; « *rezonage* »

“settlement land” means land that is Settlement Land under a land claim final agreement that is approved and has the force of law under *An Act Approving Yukon Land Claim Final Agreements*; « *terres visées par le règlement* »

“zone” means an area delineated as a zone in a Development Area Regulation; « *zone* »

“zoned property” means a property to which a Development Area Regulation applies. « *bien zoné* »

Application for ministerial rezoning

3.(1) The owner of a zoned property may apply to a development officer for a ministerial rezoning of the zoned property.

(2) An application under subsection (1) must be in writing and must, if the Minister so requires

(a) be in a particular form or include particular information; and

d'aménagement est désignée comme telle par le commissaire en conseil exécutif; “*Development Area Regulation*”

« rezonage par voie ministérielle » S'entend du rezonage d'un bien déjà zoné, conformément à un arrêté du ministre en application du paragraphe 7(1); “*ministerial rezoning*”

« rezonage » S'entend, lorsque l'on vise un bien déjà zoné :

a) soit de la reclassification d'une zone à une autre d'un bien déjà zoné, en vertu d'un règlement sur une région d'aménagement qui s'applique à ce bien;

b) soit de renoncer à une exigence ou à une contrainte qui fait partie du zonage où se situe le bien zoné ou de modifier cette contrainte ou cette exigence, en vertu d'un règlement sur une région d'aménagement ou d'un rezonage par voie ministérielle qui s'applique à ce bien; “*rezoning*”

« schéma d'aménagement approuvé » S'entend :

a) soit d'un règlement sur une région d'aménagement;

b) soit d'un plan d'aménagement local approuvé par le ministre; “*approved planning scheme*”

« terres visées par le règlement » S'entend de terres qui font partie de terres visées par le règlement en vertu d'une entente définitive sur les revendications territoriales qui est approuvée et a force de loi sous le régime de la *Loi approuvant les ententes définitives avec les Premières nations du Yukon*; “*settlement land*”

« zone » S'entend d'une région délimitée comme zone dans un règlement sur une région d'aménagement. “*zone*”

Demande de rezonage par voie ministérielle

3.(1) Le propriétaire d'un bien zoné peut demander à un agent de développement que son bien fasse l'objet d'un rezonage par voie ministérielle.

(2) Une demande en vertu du paragraphe (1) doit être faite par écrit et doit, si le ministre le requiert :

a) revêtir la forme requise ou comprendre des renseignements particuliers;

(b) be directed to particular development officers.

b) être adressée à des agents de développement en particulier.

Review and recommendation

4. On receiving an application under subsection 3(1) for the ministerial rezoning of a zoned property, a development officer

(a) may require the owner of the zoned property to provide any additional information that the development officer reasonably considers necessary;

(b) shall conduct the public consultation, if any, that would be required if the applicable Development Area Regulation were proposed to be amended to the same effect as the requested rezoning, together with any other public consultation that the development officer considers appropriate;

(c) shall determine whether the requested rezoning meets the requirements of section 5, and shall report that determination to the owner of the zoned property; and

(d) if the requested rezoning meets the requirements of section 5, shall refer it to the Minister for decision.

Referral to Minister – requirements

5. To be referred to the Minister for decision, a requested rezoning must

(a) in the opinion of a development officer, have as its main purpose

(i) to facilitate a disposition or lease of public land or settlement land,

(ii) to facilitate a lot enlargement, or

(iii) to enable a use to be made of a zoned property that would otherwise not be allowed; and

(b) neither directly nor indirectly

(i) allow the subdivision of a zoned property that could not otherwise be subdivided, nor

Révision et recommandations

4. Sur réception d'une demande en vertu du paragraphe 3(1) portant sur le rezonage par voie ministérielle d'un bien zoné, un agent de développement :

a) peut exiger que le propriétaire du bien zoné soumette des renseignements supplémentaires qu'il estime raisonnablement nécessaires;

b) procède à la consultation publique, s'il y a lieu, qui serait requise si une modification au règlement sur une région d'aménagement applicable était proposée dans le même sens que dans la demande de rezonage, ainsi qu'à toute autre consultation publique qu'il estime indiquée;

c) détermine si la demande de rezonage se conforme aux exigences de l'article 5 et rend compte de sa décision au propriétaire du bien zoné;

d) renvoie la demande de rezonage au ministre pour qu'une décision soit prise lorsque la demande se conforme aux exigences de l'article 5.

Renvoi au ministre – exigences

5. Avant le renvoi au ministre pour qu'une décision soit prise, une demande de rezonage :

a) doit, de l'avis d'un agent de développement, avoir l'un des objets premiers suivants :

(i) faciliter la disposition ou la location de terres publiques ou de terres visées par le règlement,

(ii) faciliter l'agrandissement d'un lot,

(iii) permettre une utilisation d'un bien zoné qui autrement ne serait pas permise;

b) ne pas, même indirectement :

(i) permettre le lotissement d'un bien zoné qui ne pourrait l'être autrement,

(ii) move the boundary of a development area.

(ii) modifier les limites d'une région d'aménagement.

No appeal

6. No appeal may be made under the *Zoning Appeal Board Regulations* in respect of any thing that a development officer does, or omits to do, in compliance or intended compliance with sections 4 and 5.

Pas susceptible d'appel

6. Il ne peut être interjeté appel en vertu de la *Loi sur l'aménagement régional* pour les actes ou omissions d'un agent de développement en conformité, réelle ou intentionnelle, des articles 4 et 5.

Minister's decision and order

7.(1) The Minister may by order carry out any requested rezoning that

Décision et arrêté du ministre

7.(1) Le ministre peut, par arrêté, accéder à une demande de rezonage :

(a) a development officer has referred to the Minister under paragraph 4(d); and

a) qui lui est renvoyée par un agent de développement en vertu de l'alinéa 4d);

(b) in the opinion of the Minister

b) s'il est d'avis que la demande :

(i) is generally compatible with the uses made of nearby properties and does not significantly impede those properties' appropriate use and enjoyment,

(i) est, de façon générale, compatible avec l'utilisation faite des biens adjacents et qu'elle n'entrave pas sérieusement leur utilisation et leur jouissance,

(ii) has no broad impact on the development area that includes the zoned property, and

(ii) n'a pas d'incidence considérable sur la région d'aménagement dont fait partie le bien zoné,

(iii) is generally consistent with

(iii) est généralement compatible

(A) the purpose and objectives of each approved planning scheme that applies to the zoned property, and

(A) avec la portée et l'objet de chaque schéma d'aménagement approuvé visant le bien zoné,

(B) the policies of the Government regarding the development and use of land.

(B) avec les politiques du gouvernement concernant le développement et l'utilisation des terres.

(2) In deciding whether to carry out a requested rezoning under subsection (1), the Minister is to have regard to

(2) Le ministre doit tenir compte de ce qui suit d'accéder ou non à une demande de rezonage en vertu du paragraphe (1) :

(a) the purpose and anticipated effects of the requested rezoning;

a) l'objet et les effets prévus de la demande de rezonage;

(b) the results of the public consultation, if any, conducted under paragraph 4(b); and

b) les résultats de la consultation publique, s'il y a lieu, effectuée en vertu de l'alinéa 4b);

(c) any other consideration that the Minister considers relevant.

c) tout autre facteur que le ministre estime pertinent.

Series of rezonings

8. For the purposes of sections 5 and 7, if it is reasonable to conclude that a requested rezoning is, or is likely to become, part of a series of rezonings, the effects of the requested rezoning include the effects of the series.

Consequential amendments

9. Each Regulation listed in the Schedule is amended by adding the following section (with the identifier "N" replaced with the new section number listed for the Regulation in the Schedule) in numerical order

"Ministerial rezoning

N(1) In this section

"ministerial rezoning" means a ministerial rezoning as defined in the Ministerial Rezoning Regulation; "rezonage par voie ministérielle"

"zoned property" means a zoned property, as defined in the Ministerial Rezoning Regulation, to which this Regulation applies. "bien zoné"

(2) If the Minister carries out the ministerial rezoning of a zoned property

(a) the ministerial rezoning prevails, to the extent of the inconsistency, over any provision of this Regulation with which it is inconsistent; and

(b) the Minister may authorize the revision of any map, whether included in a Regulation under the Act or published elsewhere, to include the effect of the ministerial rezoning."

Rezonage en série

8. S'il est raisonnable de conclure, pour l'application des articles 5 et 7, qu'une demande de rezonage fait partie ou est susceptible de faire partie d'un rezonage en série, les effets de la demande de rezonage comprennent les effets d'un rezonage en série.

Modifications corrélatives

9. Chaque règlement énuméré à l'annexe est modifié par adjonction de l'article suivant (en remplaçant l'identificateur « N » par le numéro du nouvel article énuméré à l'annexe pour le règlement en cause), selon l'ordre numérique.

« Rezonage par voie ministérielle

N(1) Les définitions suivantes s'appliquent au présent article :

« bien zoné » S'entend au sens du Règlement portant sur le rezonage par voie ministérielle, auquel s'applique le présent règlement; « zoned property »

« rezonage par voie ministérielle » S'entend au sens du Règlement portant sur le rezonage par voie ministérielle. « ministerial rezoning »

(2) Lorsque le ministre procède au rezonage par voie ministérielle d'un bien zoné :

a) le rezonage par voie ministérielle l'emporte sur les dispositions du présent règlement avec lesquelles il est incompatible;

b) le ministre peut autoriser l'actualisation de toute carte, qu'elle fasse partie d'un règlement en vertu de la loi ou qu'elle soit publiée ailleurs, pour qu'elle reflète les effets d'un tel rezonage. »

**O.I.C. 2013/198
AREA DEVELOPMENT ACT**

**DÉCRET 2013/198
LOI SUR L'AMÉNAGEMENT RÉGIONAL**

SCHEDULE

(Schedule amended by O.I.C. 2014/54)

ANNEXE

(Annexe modifiée par Décret 2014/54)

Development Area Regulation	New section number	Règlement sur l'aménagement régional	Numéro du nouvel article
Bear Creek Development Area Regulations (OIC 1983/132)	15	Règlement sur la région d'aménagement de Bear Creek (Décret 1983/132)	15
Carcross General Development Regulations (CO 1976/231)	47.1	Règlement sur la région d'aménagement de Carcross (O.C. 1976/231)	47.1
Deep Creek Development Area Regulation (OIC 2011/103)	26.1	Règlement sur la région d'aménagement de Deep Creek (Décret 2011/103)	26.1
Dempster Highway Development Area Regulations (OIC 1979/064)	8	Règlement sur la région d'aménagement de Dempster Highway (Décret 1979/064)	8
Destruction Bay Country Residential Development Area Regulations (OIC 1980/257)	6	Règlement sur la région d'aménagement résidentielle semi-rurale de Destruction Bay (Décret 1980/257)	6
Golden Horn Development Area Regulation (OIC 2011/125)	28.1	Règlement sur la région d'aménagement de Golden Horn (Décret 2011/125)	28.1
Grizzly Valley Development Area Regulations (OIC 1996/135)	15	Règlement sur la région d'aménagement de Grizzly Valley (Décret 1996/135)	15
Hotsprings Road Area Development Regulations (OIC 1996/136)	18	Règlement sur la région d'aménagement du chemin Hotsprings (Décret 1996/136)	18
Ibex Valley Development Area Regulation (OIC 2005/160)	26.1	Règlement sur la région d'aménagement d'Ibex Valley (Décret 2005/160)	26.1
Jackfish Bay Development Area Regulation (OIC 2000/09)	16	Règlement sur la région d'aménagement de Jackfish Bay (Décret 2000/09)	16
Klondike Valley Area Development Regulations (OIC 1992/029)	21	Règlement sur l'aménagement régional de Klondike Valley (Décret 1992/029)	21
Little Teslin Lake Recreational Area Development Regulation (OIC 2010/134)	18.1	Règlement sur la région d'aménagement d'aires récréatives à Little Teslin Lake (Décret 2010/134)	18.1
M'Clintock Place Development Area Regulation (OIC 1996/145)	20	Règlement sur la région d'aménagement de M'Clintock Place (Décret 1996/145)	20
Mayo Development Regulations (CO 1976/230)	48.1	Règlement sur la région d'aménagement de Mayo (O.C. 1976/230)	48.1
Mayo Road Development Area Regulation (OIC 2005/175)	26.1	Règlement sur la région d'aménagement Mayo Road (Décret 2005/175)	26.1

**O.I.C. 2013/198
AREA DEVELOPMENT ACT**

**DÉCRET 2013/198
LOI SUR L'AMÉNAGEMENT RÉGIONAL**

Mount Lorne Development Area Regulation (OIC 2006/87)	26.1	Règlement sur la région d'aménagement de Mount Lorne (Décret 2006/87)	26.1
Pine Lake Recreational Area Regulations (OIC 1990/029)	9	Règlement sur la zone récréative du lac Pine (Décret 1990/029)	9
Ross River Area Development Regulations (OIC 1978/139)	20	Règlement sur la région d'aménagement de Ross River (Décret 1978/139)	20
Teslin Development Regulations (CO 1976/229)	47.1	Règlement sur la région d'aménagement de Teslin (O.C. 1976/229)	47.1
Watsix Eetí Development Area Regulation (OIC 2011/126)	25.1	Règlement sur la région d'aménagement de Watsix Eetí (Décret 2011/126)	25.1
West Dawson Development Area Regulations (OIC 1990/118)	9	Règlement sur la région d'aménagement de Dawson Ouest (Décret 1990/118)	9
Whitehorse Periphery Development Area Regulation (OIC 2013/207)	30	Règlement sur la Région d'aménagement de la périphérie de Whitehorse (Décret 2013/207)	30